

Où est cet accord? Pourquoi avons-nous droit à cette réflexion publique montrant où les conservateurs s'en vont? Je peux vous le dire. Ce que nous soupçonnons, c'est que les conservateurs se fichent pas mal du sort des démunis et des pauvres. Sinon, pourquoi sabrent-ils dans les programmes d'emploi d'été pour nos jeunes? Pourquoi modifient-ils le régime d'assurance-chômage pour en faire un régime d'assistance sociale qui ne s'adresse qu'à ceux qui en ont besoin et non à ceux qui y ont droit? Pourquoi ont-ils annulé le programme de formation professionnelle qui profitaient presque exclusivement à des femmes qui voulaient retourner sur le marché du travail? La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) est un modèle d'impasture et de fumisterie. Elle dit vouloir défendre les droits des femmes et, du même souffle, elle annule un programme de 80 millions de dollars qui aide toutes sortes de femmes à revenir sur le marché du travail.

M. McDermid: Notre gouvernement consulte les gens.

M. Axworthy: Le député qui braille prétend que son gouvernement consulte alors que les libéraux ne le faisaient pas. Il a pourtant fait partie d'un comité parlementaire que nous avons créé et qui a passé une année entière à consulter les Canadiens au sujet des programmes d'emploi. Ce comité a présenté un rapport et nous avons mis en œuvre la plupart de ses recommandations. C'est ça la consultation. Voilà le genre d'initiatives que nous avons prises. Il s'agissait d'un comité parlementaire tripartite. Nous n'avons pas agi en secret comme le ministre des Finances (M. Wilson) le fait à l'heure actuelle. Nous avons consulté les gens et nous avons obtenu des résultats.

Revenons-en aux questions fondamentales. Les conservateurs prétendent qu'ils ne vont rien changer à l'universalité, mais seulement modifier superficiellement le régime fiscal. Ils affirment qu'ils ne vont pas modifier du tout au tout ce régime. Permettez-moi de dire quelques mots au sujet du régime fiscal.

M. le vice-président: Je demande à tous les députés de bien écouter l'intervention du député comme ils l'ont fait ce matin lors des déclarations des chefs de parti.

M. Axworthy: Le problème réside en partie dans le fait que les conservateurs affirment qu'ils ne vont pas vraiment réduire les avantages sociaux, puisqu'ils vont utiliser le régime fiscal. Ce qu'ils ignorent, c'est que ce régime ne peut mesurer les besoins véritables d'une famille. Pour certaines familles de ma circonscription, leur revenu ne permet pas d'établir vraiment leurs besoins. Il ne tient pas compte du fait que la femme doit élever des enfants. Il arrive souvent qu'elles ne reçoivent pas leur juste part du revenu familial. L'allocation familiale est essentielle pour subvenir aux besoins de base de ces enfants.

On ne peut pas se baser sur le revenu familial. On ne peut pas employer un moyen artificiel. Si les députés d'en face l'ignorent, c'est qu'ils ne savent pas ce qui se passe dans leur circonscription. Je leur conseille de passer leurs vacances de Noël à parler aux gens au lieu de s'embarquer dans un système de responsabilité financière artificiel, insensible et ridicule qui sert tout simplement à aider la ministre d'État à satisfaire son désir obsessionnel de responsabilité financière.

Pouvoir d'emprunt

Parlons des besoins des femmes et des enfants dans cette société. On ne peut pas évaluer les problèmes des personnes âgées d'après leur revenu parce qu'elles doivent peut-être payer de \$400 à \$500 par mois de loyer. Si l'on grève leur revenu d'impôts, elles n'auront plus de logis. On ne peut pas se servir du régime fiscal pour évaluer les vrais besoins de la société.

Si le gouvernement applique cet étalon artificiel, ce principe conçu quelque part dans les entrailles de Bay Street, à Toronto, pour essayer de savoir qui a des besoins, il fera complètement fi de la réalité de notre structure sociale. Il oubliera que, ce qui fait surtout la force du système universel, c'est qu'il tient compte du fait que les enfants comme les personnes âgées ont des besoins que l'on ne peut évaluer au moyen d'un truc quelconque ou d'une formule mathématique.

C'est pourquoi il est absolument essentiel de maintenir et de défendre le principe de l'universalité. Si les députés tiennent tellement à consulter, je leur conseille d'écouter leur conseil consultatif du bien-être social, dont les membres représentant toutes les régions du Canada, ont dit qu'ils ne voyaient pour le moment aucune raison de changer le programme des allocations familiales. Ce sont des Canadiens qui disent cela. Pourquoi le gouvernement veut-il changer ce programme? Pourquoi le gouvernement n'est-il pas franc? Nous savons pour quelle raison en réalité. Il ne s'intéresse pas aux nécessiteux ni aux pauvres. Le gouvernement veut tout simplement en revenir à ce que le ministre des Finances appelle une crise des taux pour réduire le déficit. Voilà de quoi il s'agit. C'est pourquoi les Canadiens se tracassent. Le gouvernement n'arrivera jamais à ses fins parce que nous nous battons à mort pour l'empêcher d'apporter ces changements.

● (1510)

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud): Monsieur le Président, j'ai décidé de prendre part au débat d'aujourd'hui, mais je commence à me demander pourquoi après avoir écouté le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy).

Des voix: Bravo!

Mme Sparrow: J'approuve les déclarations qui ont été faites par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) et par la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall). Comme mes collègues l'ont si bien dit, le gouvernement se voit obligé d'emprunter cet argent pour s'acquitter des obligations financières contractées par le gouvernement précédent. Si ce dernier avait géré les finances nationales d'une manière responsable, nous ne serions peut-être pas obligés de demander aujourd'hui ce pouvoir d'emprunt.

Le 4 septembre, les Canadiens se sont prononcés pour le changement et pour un avenir meilleur, parce qu'ils savaient que notre parti était beaucoup plus apte à assurer leur avenir. Ce faisant, ils nous ont donné l'occasion de prendre un nouveau départ, de rétablir la confiance et de créer un nouvel esprit national en vue d'exploiter le potentiel économique du Canada.

Nous sommes un gouvernement de Canadiens qui travaille pour les Canadiens, et il continuera d'en être ainsi.